

En RDC, la politique a bonne mine

Analyse

JOAN TILOUINE

Le Monde Afrique

J eudi 24 janvier, une scène politique historique est survenue au cœur de l'Afrique. Accroché à la présidence depuis la fin de son dernier mandat constitutionnel, en décembre 2016, Joseph Kabila, 47 ans, a transmis le pouvoir « sans regret ni remords » à l'opposant avec qui il a pactisé, Félix Tshisekedi. A 55 ans, ce dernier devient le cinquième président de la République démocratique du Congo (RDC), pays le plus vaste d'Afrique subsaharienne, mais aussi le plus riche en ressources minières, regorgeant notamment de cobalt, dont dépend la révolution en cours des véhicules électriques. Ce qui vaut à la RDC, premier producteur et exportateur de ce minerai, d'être si convoitée, surveillée, commentée par la communauté internationale. Voilà un pays, théâtre de plusieurs conflits permanents, dont dépend en partie le développement technologique mondial mais sur lequel nul n'a véritablement d'emprise.

« Nous félicitons M. Tshisekedi et nous saluons le peuple de la RDC pour son insistance pour un transfert de pouvoir pacifique et démocratique. » Cette déclaration très officielle n'émane pas d'un chef d'Etat ou d'une organisation internationale, qui ont tous fini par « saluer » ou « prendre acte » de cette victoire contestée à l'élection présidentielle du 30 décembre 2018. Elle est signée Ivanhoe Mines, une compagnie minière canadienne qui développe un immense gisement de cuivre non loin de Kolwezi (province de Lualaba, sud-est), en partenariat avec une société chinoise et le gouvernement congolais. Un tel communiqué, décrétant, le jour de l'investiture du nouveau président, que s'ouvre « une période de formidables opportunités », rappelle le lien ténu entre politique et business. En RDC, une multinationale minière peut se révéler plus dangereuse et nuisible pour le pouvoir que la centaine de petits groupes armés recensée dans les Kivus (est).

RAPPORT DE FORCE

En cette fin de règne, M. Kabila a craint une déstabilisation politique fourbie par ces mastodontes du secteur minier ou du négoce de matières premières, comme Glencore, dont le chiffre d'affaires est vingt-cinq fois supérieur au budget de l'Etat congolais (5,9 milliards de dollars, en 2019). Après s'être considérablement enrichi, tout comme sa famille et certains de ses proches conseillers, M. Kabila a fait promulguer, en mars 2018, un nouveau code minier, dans lequel la redevance sur le cobalt et le cuivre passe de 2% à 10%. « En 2019, on va, à nouveau, multiplier par deux ou par trois nos redevances », a annoncé M. Kabila au *Monde* en décembre 2018, confiant avoir reçu des « menaces de mort ». Son successeur parviendra-t-il à maintenir le

rapport de force avec ces opérateurs économiques prêts à tout pour exploiter les intarissables ressources naturelles congolaises ?

Toute l'industrie mondiale des nouvelles technologies est suspendue aux futurs choix de M. Tshisekedi, plutôt ignorant des questions économiques et sécuritaires. Son diplôme belge de « marketing et communication » s'est révélé être un faux. Et sa marge de manœuvre politique est étroite. Il doit sa victoire, qualifiée de « hold-up électoral » par son rival de l'opposition, Martin Fayulu, à un accord informel scellé avec M. Kabila dont la coalition a obtenu la majorité au Parlement, ce qui lui permet de nommer un premier ministre fort, certainement coutumier des questions minières et sécuritaires, tout en maintenant son emprise politique au niveau local.

ÉTOUFFER LES CRITIQUES

Cette alternance pacifique, la première de l'histoire du pays, est arrangée, un peu à la façon d'un opaque deal minier. Cette fois, les commissions prennent la forme d'un partage du pouvoir. Dans son discours d'investiture, M. Tshisekedi a évoqué « le commencement d'une ère nouvelle » et « un Congo fort ». Il a promis de lutter contre la corruption et l'évasion fiscale, d'assainir une économie qui repose avant tout sur le secteur minier, générateur de près de 80 % des revenus de l'Etat et de milliards de dollars détournés. Des promesses qui nécessitent de s'attaquer au clan de son prédécesseur et de renouer avec des partenaires occidentaux tenus à l'écart du processus électoral mais aussi des grands contrats miniers

de plus en plus accordés à des sociétés parastatistiques de Chine ou de Russie.

Au Conseil de sécurité des Nations unies, Pékin et Moscou ont pesé de tout leur poids pour étouffer les critiques et empêcher de nouvelles sanctions. M. Kabila, au discours opportunément très anti-occidental, a profité de la paralysie du système politique multilatéral. Il s'est joué de ce nouvel ordre international qui a prouvé, en RDC, son incapacité à imposer des valeurs de liberté et de démocratie, contestées par de nouvelles puissances désireuses d'accélérer la fin d'une gestion occidentale des affaires africaines. Mais en organisant ces élections à sa convenance et en se résignant à passer le pouvoir, M. Kabila a offert à son peuple, aux opérateurs économiques et aux diplomates quelque chose qui n'a pas de prix : la paix et la stabilité.

Héritier politique de son père, le mythique opposant Etienne Tshisekedi (1932-2017), le nouveau chef de l'Etat congolais a dû se compromettre avec M. Kabila, qui lui a légué un isolement régional. A la cérémonie d'investiture, seul un chef d'Etat africain était pré-

sent : le Kényan Uhuru Kenyatta. Le 24 janvier, les présidents rwandais et sud-africain, Paul Kagamé et Cyril Ramaphosa, l'ont passé au Forum économique mondial de Davos (Suisse) à débattre du « *leadership africain dans le nouveau contexte global* ». M. Tshisekedi, doit faire ses preuves pour entrer dans le club exigeant des leaders africains. ■

**EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO, UNE
MULTINATIONALE
MINIÈRE PEUT
SE RÉVÉLER PLUS
DANGEREUSE
POUR LE POUVOIR
QUE LES GROUPES
ARMÉS**